

LE MESSENGER SYNDICAL avril 2005 N° 30

Bulletin d'informations sur le mouvement syndical en Russie

FORUM SOCIAL RUSSE Moscou 16 – 17 avril 2005

La préparation du 1^{er} FORUM SOCIAL RUSSE se poursuit activement. Sa fonction première est de contribuer à la constitution d'un espace partagé de résistance et de lutte pour toutes les forces qui aujourd'hui en Russie se mobilisent face à la nouvelle offensive antisociale du pouvoir.

Ci-dessous nous reproduisons de larges extraits du projet de déclaration du FSR :

« 1. Nous considérons que les privatisations généralisées, la destruction du système de protection sociale, l'absence de tout droit politique, les réformes économiques qui vont à l'encontre du bien commun et de la protection de la nature, l'hystérie antiterroriste et la propagation de la haine entre nationalités et l'entrée de la Russie dans le système mondial en qualité de fournisseur de main d'œuvre bon marché et de matières premières ne constituent pas l'unique voie de développement du pays ;

2. Nous considérons qu'il existe une autre voie, et nous voulons le démontrer. Un développement économique qui se fasse dans l'intérêt de toute la population et qui soit respectueux de la nature, une participation réelle des citoyens à la vie politique, la garantie des droits sociaux et des droits du travail, tout cela est possible.

3. Nous sommes des militants de différentes organisations sociales, regroupant des personnes d'âges différents, de religions et de nationalités différentes, occupant des positions différentes et ayant sur de nombreux problèmes des opinions divergentes, mais nous sommes conscients de la nécessité d'unir nos efforts pour résister à la politique actuelle du pouvoir et défendre nos intérêts communs.

4. Nous considérons que notre position citoyenne, nos connaissances et notre expérience nous permettent de porter une appréciation sur la politique du pouvoir et d'élaborer une nouvelle conception du développement pour la société russe ;

5. Nous sommes convaincus que la liberté et le progrès social, la démocratie et les droits sociaux, l'égalité et la justice, la solidarité et l'internationalisme ne sont ni des mots vides ni des slogans abstraits, ce sont des valeurs que nous voulons faire entrer dans la vie ;

Et surtout, NOUS VOULONS PARTICIPER A LA DEFINITION DE L'AVENIR DE LA RUSSIE. Nos armes : la solidarité, une pensée indépendante et l'action collective.

Nous appelons toutes les organisations et coalitions intéressées à soutenir cette déclaration.

La majeure partie du Forum sera consacrée à des ateliers, des séminaires et des tables rondes sur les thèmes suivants : les organisations sociales et la politique, la situation dans le monde du travail, le mouvement syndical et ouvrier en Russie, la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme, la solidarité internationale aujourd'hui (les forums sociaux et la Russie), la politique de la ville, les transports, les droits des invalides, l'écologie, les étudiants, la guerre en Tchétchénie. Lors de « séances plénières » en parallèle seront abordés les questions suivantes : l'offensive antisociale et les résistances possibles, la défense des droits politiques et du citoyen, la construction d'un espace commun pour les luttes, les partis et les mouvements sociaux, la mondialisation libérale et les formes de protestation, les mouvements de la jeunesse, l'éducation.

**SOLIDARITE FINANCIERE AVEC LE FORUM SOCIAL RUSSE
ENVOYEZ VOS DONS**

Virement sur le compte en devises à Moscou du *Mouvement pour la défense des droits de l'Homme*. Mention : Forum social russe

BIC-kod S.W.I.F.T.: SABR RU MM
SBERBANK, MOSCOW BANK
KRASNOPRESNENSKOYE BRANCH 1569
Moscow, Nikitskiy bulvar, 10
Tel.: (095) 202-16-17
Numéro de compte : 40703840438170200718

Numéro du compte de transit (New York) : 40703978638170201094
The bank of New-York, New-York, USA, 1 Wall st., NY, numéro 10286
Bank Acct. 890-0057-610
S.W.I.F.T.: IRVTUS 3N

**POURSUITE DU MOUVEMENT DE PROTESTATION CONTRE LES LOIS
ANTISOCIALES**

Le mouvement de protestation sociale contre la politique qui avait connu une mobilisation très importante en février, en particulier lors des journées d'action des 12 et 13 février dans toute la Fédération de Russie s'est poursuivi durant tout le mois de mars. Si dans un certain nombre de régions on assiste à un tassement du mouvement, dans d'autres régions au contraire le mouvement s'est renforcé, en relation directe avec la volonté du pouvoir d'appliquer brutalement sa politique de « vérité des prix » concernant le logement et le prix des services communaux – dans le passé une partie de ces dépenses était prise en charge par l'Etat, mais cette aide a diminué régulièrement. Et aujourd'hui, il s'agit de faire supporter l'intégralité des dépenses par la population. Parallèlement, l'adoption d'un nouveau Code du logement a pour conséquence de livrer le secteur du logement, jugé encore trop protégé, aux lois impitoyables du marché. En particulier, ce nouveau Code du logement facilite les expulsions en cas de non paiement soit du loyer soit des services afférents, limite la durée des contrats pour les locataires et développe rapidement un secteur de l'immobilier « rentable ». L'adoption de ce nouveau Code signifie que de très nombreux habitants, les plus démunis, se retrouveront sans toit, à la rue. Enfin, une série de dispositions adoptées récemment par le gouvernement concernant le statut d'invalides visent à limiter de façon drastique la reconnaissance de ce statut. L'annonce de telles mesures a suscité une profonde indignation de la part des organisations et associations défendant les droits des invalides, qui, dans leur majorité, avaient jusqu'ici préféré la négociation avec le pouvoir à une participation active aux mobilisations. Aujourd'hui, il y a de fortes chances qu'elles appellent à des actions plus radicales de protestation.

Les actions qui ont eu lieu durant le mois de mars ont confirmé un phénomène déjà fortement présent en janvier et en février : les manifestations et meetings qui ont lieu à travers tout le pays sont, de plus en plus, organisées à l'appel de comités regroupant à l'échelon local syndicats, associations et, parfois, organisations politiques, qu'il s'agisse de « comités d'unité

d'action » ou « de protestation », ou encore de « comités d'action citoyenne ». Et la radicalisation du mouvement s'est encore accentuée au mois de mars : les mots d'ordre et les revendications mises en avant lors des manifestations vont bien au-delà de la simple exigence de retrait des réformes antisociales. Les mots d'ordre réclamant la démission du gouvernement et du président Poutine sont largement repris, y compris contre la volonté de certains syndicats de la FNPR qui déploient de vains efforts pour limiter les mobilisations sur le seul terrain revendicatif.

Il est impossible de dresser un tableau d'ensemble des actions du mois de mars. Nous évoquons quelques unes parmi les plus significatives.

- A Ijevsk (Ourmourtie) des piquets devant le siège de l'administration régionale sont organisés de façon quasiment permanente. Le 1^{er} mars s'est tenue une manifestation de masse baptisée « Siège du Conseil municipal » ;
- Le 9 mars les syndicats des travailleurs de l'éducation, de la culture et de la santé pour la région de l'Altaï déclarent que la dégradation des conditions de vie peut déboucher sur un véritable « soulèvement populaire » ;
- 12 mars, à Tomsk, le Parti des retraités de Russie a organisé un meeting de 1000 personnes réclamant la démission du gouvernement et du président Poutine ;
- 12 mars, dans différentes localités de la région de Vladivostok, plusieurs milliers de retraités, en grande partie de l'armée, annoncent leur intention de renvoyer à Poutine les « aumônes » reçues dans le cadre de la monétarisation des avantages sociaux ;
- 13 mars, à Saransk, manifestation de 1500 personnes ;
- 16 mars, à Voronèj, 9000 personnes répondent à l'appel des syndicats pour protester contre les nouvelles hausses des dépenses pour le logement (cet hiver les dépenses pour le chauffage ont augmenté de 60 % par comparaison avec l'année précédente. Depuis deux ans, les habitants de Voronèj sont à l'avant-garde du mouvement de protestation contre l'augmentation permanente des dépenses pour le logement, combinant refus de payer les nouvelles charges et manifestations de rue ;
- 16 mars, à Arseniev, localité de la région de Vladivostok, 1000 personnes descendent dans la rue ;
- 18 mars, Novosibirsk, 2000 manifestants protestent contre la politique du logement et dénoncent « la responsabilité des dirigeants du pays dans la politique criminelle de monétarisation » des avantages sociaux et de réforme du Code du logement » ;
- 23 mars, Nijni Novgorod, 10 000 manifestants répondent à l'appel de la coordination régionale des syndicats. Lors du meeting, au grand dam des organisateurs, les orateurs dénoncent avec virulence un pouvoir qui a lancé une véritable guerre contre les plus démunis ;
- 26 mars, à Tver, un meeting de 1000 personnes se transforme en manifestation qui bloque le centre de la ville pendant deux heures.

Des actions ont eu lieu également à Tioumen, Penza, dans les régions de Krasnoïar, Barnaul, Orel, etc.

Et toute une série de nouvelles manifestations à travers toute la Russie sont prévues les 9 et 10 avril, ainsi qu'une marche à travers Moscou pour clôturer le Forum social de Russie.

GREVE DURE A DON STROI (Moscou)

Moscou est aujourd'hui un des hauts lieux de la spéculation immobilière, avec la multiplication des chantiers de construction d'immeubles de luxe pour les « nouveaux Russes ». La firme "*DON-Stroi*" (40 000 salariés) qui a un quasi-monopole sur la construction des habitations de haut standing de la capitale, est dirigée par une équipe proche du maire de

Moscou. *DON-Stroï* recrute ses ouvriers dans des pays de la CEI ou dans des régions de Russie où la situation économique est catastrophique, en leur faisant miroiter un salaire élevé par comparaison avec les perspectives locales, et en leur promettant un statut juridique et un logement. Mais une fois arrivés sur place, les ouvriers déchantent fortement. Le salaire, payé de la main à la main, est versé en retard ou seulement en partie. Les salaires, quand ils sont versés, ne dépassent pas 3000 roubles (100 euros). Or les logements construits sont ensuite vendus aux prix les plus élevés de la capitale, laissant d'énormes bénéfices, dont le montant est évidemment gardé secret, empochés par la direction et, sans doute, par des "protecteurs" bien placés au sein du pouvoir municipal et de la police locale. Formellement, la direction doit déclarer ses salariés et obtenir pour eux un enregistrement (*propiska*) et une autorisation de travail. Mais la plupart du temps, elle passe outre ses formalités, sans jamais être inquiétée. En revanche, les ouvriers irréguliers sont confrontés aux contrôles policiers (à l'extérieur du chantier évidemment !), et contraints régulièrement de verser le bakchich indispensable pour ne pas être arrêté pour absence de *propiska*. Ils ne peuvent pas non plus se présenter de leur propre initiative aux organes chargés de l'enregistrement (OVIR), faute de l'accord du propriétaire de leur lieu d'hébergement (qui n'est autre que la direction de *DON-Stroï* qui les loge dans des foyers de fortune). Ils sont ainsi privés de toute possibilité de recours juridique, leur situation étant illégale de tous les points de vue. Ils se trouvent obligés de se soumettre aux conditions de travail et de vie inhumaines imposées arbitrairement par la direction : 12 h de travail par jour en moyenne, sans jours de repos, non respect des règles élémentaires de sécurité, logement dans des "cages" de foyers insalubres, surpeuplés et au régime intérieur quasi militaire. Presque chaque semaine se produit un accident, entraînant souvent mort d'homme *. N'étant même pas officiellement embauchés par *DON-Stroï*, les ouvriers sont largement impuissants devant ce quasi-esclavage. Ainsi que le raconte Katia, embauchée comme peintre sur le chantier et l'une des rares militantes ouvrières, *"les ouvriers veulent avant tout toucher leur salaire. Ils attendent donc le paiement des salaires en se tenant à carreau, éventuellement pour démissionner après. Car ils ont peur de tout perdre, salaire déjà gagné et emploi à la fois, s'ils manifestent le moindre mécontentement. Il faudrait faire appel à l'inspection du travail ou aux services de police, pour qu'ils contrôlent la direction de l'entreprise. Mais au niveau fédéral, pas municipal – ils font tous partie du clan Loujkov"*.

Aussi la grève qui a éclaté fin février marque un véritable tournant. Elle est en grande partie le résultat du patient travail mené depuis deux ans par un petit nombre de militants qui se sont fait embaucher à *DON Stroï*. Le 28 février plusieurs centaines de travailleurs du secteur « Mécanisation » - il s'agit essentiellement des chauffeurs qui assurent le transport des matériaux et des travailleurs sur les différents chantiers, se mettent en grève illimitée. Leurs revendications :

- paiement des salaires qui ne sont pas versés depuis 6 mois ;
- contrat de travail pour tous les travailleurs de *DON Stroï* ;
- couverture médicale pour tous ;
- régularisation auprès de la milice de tous les travailleurs en situation irrégulière.

Malgré les mesures d'intimidation et de chantage de la Direction qui fait intervenir la milice et les OMON (forces spéciales de sécurité de sinistre réputation), les grévistes tiennent bon, soutenus par les représentants de deux organisations syndicales : la Confédération panrusse du travail (VKT) et **Zachtchita Truda** (« Défense du travail ») et des militants de la gauche radicale. Au bout de deux jours, la direction de *DON Stroï* accepte d'ouvrir des négociations avec le comité de grève, en présence de deux députés de gauche de la Douma (V. Tioulkine et O. Shein). Les grévistes obtiennent satisfaction sur toutes leurs revendications : paiement du retard des salaires avant le 14 mars, établissement de contrats de travail individuels, couverture médicale et engagement à ce que les grévistes ne fassent l'objet d'aucune sanction.

Mais très vite la direction de *DON Stroï* se ressaisit et manifeste clairement son intention de ne respecter aucun de ses engagements. Le département « Mécanisation » dont les

travailleurs ont été au cœur de la grève, est détaché de l'entreprise mère et devient une entreprise indépendante : les travailleurs concernés devront faire une demande pour être repris dans la nouvelle structure (et la direction pourra en profiter pour se débarrasser des « meneurs » ; de plus la nouvelle structure n'hérite pas de la dette salariale. Quant à l'arriéré de salaires il ne sera payé que si le travailleur s'engage à démissionner. Quant aux engagements concernant les contrats de travail et la couverture médicale, ils restent lettre morte. Bien plus, *DON Stroï* procède à de nouvelles embauches avec l'espoir que les nouveaux venus se montreront plus dociles. Enfin, avec la complicité très active du syndicat FNPR (qui continue à pratiquer le principe de « verticalité » en vigueur du temps de l'URSS qui permet aux représentants de l'administration d'en être membres, et même responsables !) une violente campagne est menée contre la section syndicale affiliée à **Zachtchita truda**. Le 22 mars une réunion du syndicat **Zachtchita truda** s'est tenue afin d'organiser la riposte collective des travailleurs face à cette nouvelle offensive de la direction de *DON Stroï*.

A *DON Stroï* le combat continue.

* Sur les travailleurs « illégaux » en Russie, cf. le dossier du *Messenger Syndical* n° 24.

Comité de rédaction : David Mandel (Canada), Carine Clément (Moscou), Denis Paillard (France). Pour toute correspondance : *Messenger Syndical* c/o D.Paillard 2, rue Emile Deutsch de la Meurthe 75014 PARIS. Email : <carine_clement@hotmail.com>